

Hong Kong Phooey - Mark Engler -

Mark Engler habite à New York et publie des analyses pour *Foreign Policy in Focus*. Il a également un site internet : <http://www.democracyuprising.com>

Bien que les enjeux de la réunion de l'OMC à Hong Kong cette semaine soient importants, le succès des discussions reposera grandement sur une seule question : la volonté des Etats-Unis, du Japon et de l'Union européenne à mettre en application leurs principes affichés sur le « libre échange » en réduisant de façon importante leurs subventions agricoles. En accordant près d'un milliard de dollars par jour de subventions à leurs agriculteurs, les pays les plus riches du monde – qui prêchent de façon régulière les vertus de l'ouverture des marchés pour les pays les plus pauvres – se rendent coupables de l'hypocrisie la plus totale.

Quoi qu'il en soit, une question cruciale se pose toujours aux opposants à la mondialisation : l'accès au marché est-il vraiment une solution contre la pauvreté ?

Les gouvernements des pays en voie de développement, forts de leur victoire à Cancun en 2003 qui leur a évité la mise en place d'un accord unilatéral, vont exercer une forte pression à Hong Kong pour que des pays tels que les Etats-Unis revoient à la baisse leurs aides à l'agriculture – une chose que l'administration Bush s'est montrée peu encline à accepter jusqu'à maintenant. Pourtant, comme il l'a montré dans une chronique publié dans le Los Angeles Times d'hier, même l'archi-néoconservateur président de la Banque Mondiale Paul Wolfowitz, plaide en faveur de la fin des subventions.

Cela place les personnes qui ne croient pas à l'effet dopant du « libre marché » - et elles sont de plus en plus nombreuses - dans une position inconfortable. Incontestablement, les subventions agricoles sont néfastes au développement des exportations dans le monde. Mais est-ce que supprimer ces subventions va réellement mener à une vraie justice économique pour les pays en voie de développement ?

Le concept de l'accès au marché agricole a conquis des sympathisants progressistes. En 2002, Oxfam, une des principales organisations anti-pauvreté, a publié un rapport intitulé « *Règles truquées et doubles normes* » et a lancé la campagne « *Pour un commerce équitable* ». Le rapport proposait une suite de recommandations en vue d'améliorer les termes du commerce international et du développement, mais l'accès au marché en était l'objectif principal lorsque le document fut promu auprès des médias. Selon Oxfam, « *Pour que le moteur [du marché] fonctionne, il faut que les pays pauvres accèdent aux marchés des pays riches. Etendre l'accès au marché peut aider les pays à accélérer leur croissance économique, et du même coup accroître les opportunités pour les pauvres* ».

Pourtant il existe de bonnes raisons pour ne pas suivre le mouvement qui réclame la fin des subventions et soutient la liberté du commerce. D'abord, il n'est pas du tout certain que baser le développement économique sur les exportations agricoles permette aux pays « *de sortir de la pauvreté grâce au commerce* », comme cela est suggéré. Historiquement, de nombreux pays dont le développement reposait sur les exportations ont échoué lorsque les prix agricoles ont baissé sur le marché mondial, un problème favorisé par l'accroissement de l'offre. Un rapport d'Oxfam publié en 1992 sous le titre « *The Trade Trap – Le piège du commerce* » notait que « *Les pays qui dépendent de l'exportation de denrées de base comme le café, le sucre ou le coton sont prises au piège : plus ils produisent, plus les prix baissent* ».

La fin des subventions gigantesques permettrait d'améliorer quelque peu cette situation en réduisant le 'dumping' autour de prix sous-évalués sur le marché international. Mais cela n'apporterait pas une grande amélioration, même si les Etats-Unis, l'Europe et le Japon supprimaient tout soutien – ce que d'ailleurs ils n'envisagent absolument pas de faire. Nancy Birdsall, directrice générale du [Center for Global Development](#), ainsi que les économistes Dani Rodrik et Arvind Subramanian, a écrit dans un article publié récemment par Foreign Affairs que selon les estimations du Fonds monétaire international « *les prix mondiaux n'augmenteraient que de 2 à 8 % pour le riz, le sucre et le blé, de 4 % pour le coton, et de 7 % pour le bœuf. La variation annuelle habituelle de ces produits dans le monde est au moins d'un ordre de magnitude supérieur* ».

En d'autres termes, la fameuse instabilité des marchés agricoles d'exportation resterait un fléau pour les agriculteurs pauvres qui luttent pour leur survie. Dans le même ordre d'idée, les prévisions les plus optimistes de la Banque mondiale évaluent qu'un pays avec un revenu annuel moyen par habitant de 100 \$ n'augmenterait ce chiffre que de 60 cents sur 10 ans grâce à la libéralisation du commerce. C'est donc loin d'être une panacée pour le développement.

Les petits agriculteurs sont d'ailleurs les plus mal placés pour espérer obtenir ces gains, qui finiront plus vraisemblablement dans les poches des intermédiaires. Mis en concurrence contre les géants de l'agrobusiness qui dominent le marché et qui bénéficient d'une grande influence politique (sans parler de l'accès facile à des lignes de crédit et à des entrepôts pour stocker les produits alimentaires lorsque les cours sont bas), le jeu sera toujours truqué pour ces petits producteurs.

De plus, comme des économistes tels que Dean Baker ou Stephen Roach l'ont fait remarquer, avec le déficit budgétaire que connaissent les Etats-Unis actuellement et leur politique commerciale non viable, le dollar qui est actuellement surévalué va certainement chuter au cours des prochaines années. Cela veut dire que les marchés d'importation américains vont se contracter. Les pays qui auront basé leur stratégie de développement sur une part de ce gâteau vont se battre entre eux pour essayer de ramasser quelques miettes toujours plus petites.

Et même si les pays en développement obtiennent quelques concessions sur les subventions agricoles, cet accès ne sera pas gratuit. En échange, les pays riches vont exiger que leurs partenaires

commerciaux s'ouvrent d'une façon ou d'une autre – en obtenant la privatisation des services publics des pays pauvres, comme la distribution d'eau et d'électricité, et en réduisant leur capacité à protéger une industrie naissante. Un compromis de l'OMC signifierait également la fin des mesures gouvernementales qui ont aidé à protéger les agriculteurs des fluctuations impitoyables des marchés internationaux. Un tel accord laisserait les plus pauvres dans une situation encore pire que celle qu'ils connaissent aujourd'hui.

Certaines politiques permettraient de soutenir les petits producteurs dans les pays pauvres plutôt que de favoriser l'agrobusiness des pays riches. Cela passe par des lois anti-trust afin de réduire la puissance prédatrice de l'agrobusiness, la mise en place de réformes agraires qui garantiraient le droit à la propriété des petits producteurs, la promotion et le développement du commerce régional, le soutien d'un fond de garantie international en faveur d'un « traitement spécial et différentiel » qui permettrait aux pays en développement d'assurer la sécurité alimentaire de leurs populations vulnérables.

Pour finir, les pauvres continueront à perdre tant que le système économique dominant basé sur la « *liberté du commerce* » progressera. Dans cette optique, un échec des négociations à Hong Kong sera plus souhaitable qu'un accord injuste adopté au nom du développement.

(December 14, 2005 © TomPaine.com, traduction NB – reproduction interdite sans autorisation)